

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUTRIPACK

150 Route de Lallaing
59148 Flines-Lez-Raches

Références : 2025-V1-318

Code AIOT : 0007002566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement NUTRIPACK implanté 150 Route de Lallaing 59148 Flines-lez-Raches. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du suivi des rejets "eaux industrielles" du site ainsi que du porter-à-connaissance de modifications déposé par l'exploitant en 2022 (complété en dernier lieu en juillet 2025) en cours d'instruction par nos services.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIPACK
- 150 Route de Lallaing 59148 Flines-lez-Raches
- Code AIOT : 0007002566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société NUTRIPACK (filiale d'Impact Group) exploite un site industriel de fabrication d'emballages alimentaires par injection plastique et thermoformage sur la commune de Flines-lez-Râches (qui est également le siège de la société).

L'usine fonctionne en 3*8 sur 7 jours.

Le site est constitué :

- d'un bâtiment abritant historiquement les chaînes de production de thermoformage, remplacées progressivement par un procédé de fabrication à base de cellulose ;
- d'un second atelier de production connexe pour l'injection plastique ;
- d'un entrepôt de stockage d'un volume de 8850 m³ et de silos de stockage extérieurs de matières premières (granulés plastiques) ;

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2661-1 de la nomenclature des installations classées (transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression).

Il est également sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662 (stockage de polymères) et de la déclaration au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert) bénéficiant de l'antériorité pour la partie existante du site.

Il est réglementé notamment par un arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2016.

L'exploitant fait évoluer son activité en remplaçant progressivement son procédé de thermoformage par un procédé de fabrication à base de cellulose (à terme il n'y aura plus de thermoformage sur site). Un PAC a été déposé en ce sens le 14 mars 2022 (complété en juillet 2025) et est en cours d'instruction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejet eaux industrielles - VLE	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Porter-à-connaissance de modifications	Arrêté Préfectoral du 29/03/2016, article 1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autosurveillance eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2016, article 10.2.2	Sans objet
4	Indisponibilité sprinklage	Arrêté ministériel du 11/04/2017 article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection a relevé plusieurs faits avec suites. Celles-ci font l'objet d'une proposition de mise en demeure dont le projet est joint en annexe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2016, article 10.2.2				
Thème(s) : Situation administrative, Autosurveillance rejet eaux pluviales				
Prescription contrôlée :				
Pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, rejet n °2 de l'article 4.8.5, les dispositions minimum suivantes sont mises en oeuvre :				
Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité mesure	Fréquence de transmission
DCO	1314	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
MES	1305	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Hydrocarbures totaux	7009	Moyen 24h	Annuelle	Annuelle
Article 2.7.1 de l'APC du 29/03/2016 :				
L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :				
Article	Document à transmettre	Périodicité		
[...]	[...]	[...]		
article 10.3	Résultats de la surveillance des émissions, des milieux et des déchets	annuelle (GIDAF rejet eau)		
article 10.2.4	Déclaration annuelle des émissions	annuelle (GEREP)		

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 15/09/2025 le rapport d'autosurveillance des eaux pluviales concernant l'année 2024. Celui-ci n'avait pas été transmis via l'application GIDAF.

Les résultats issus de ce contrôle montrent que les valeurs limites sont respectées pour les paramètres mesurés.

A la date de l'inspection, l'analyse pour l'année 2025 n'a pas été réalisée.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de cette surveillance via l'application GIDAF pour l'année 2025.

Observation : Il a été rappelé en séance à l'exploitant l'obligation de transmettre les résultats de son autosurveillance (eaux pluviales) sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Rejet eaux industrielles - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux industrielles - VLE

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées :

- pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C.

Les effluents rejetés sont également exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif aboutissant à une station de traitement des eaux usées, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :

- matières en suspension 600 mg/l ;
- DCO 2 000 mg/l ;
- DBO₅ 800 mg/l.

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées :
[...]

Constats :

L'exploitant rejette les eaux industrielles issues de son process de fabrication de barquettes en cellulose via le réseau public d'assainissement vers la station d'épuration (STEP) de Flines-lez-Râches depuis la mise en place de ce process en 2022. Ce rejet fait l'objet d'un suivi et de mesures hebdomadaires par l'exploitant mais n'est pas encadré dans son arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois ce rejet est intégré au porter-à-connaissance déposé par l'exploitant en 2022 et est par conséquent connu de nos services. Néanmoins, il n'est pas prévu et par conséquent pas autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 18 septembre 2001.

Ce rejet n'a pas fait l'objet de la convention de déversement prévue par la réglementation ni d'une convention de rejet avec le gestionnaire du réseau. L'exploitant a présenté en séance un projet de convention de rejet signée de sa part et précise que celle-ci doit être signée par le gestionnaire du réseau dans les jours à venir. A la date de rédaction du présent rapport la convention signée n'a pas été transmise.

Observation : L'exploitant rejette depuis 2022 des eaux issues d'un process industriel sans disposer de l'autorisation de rejet (déversement) des eaux "autres que domestiques" dans le réseau public tel que prévu par l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Il ne dispose pas non plus de la convention de rejet de ces eaux signée par les parties concernées.

Ce rejet ne peut pas être réglementé par APC sans transmission préalable de ces documents.

En 2025, la DREAL a mandaté un laboratoire pour la réalisation d'un contrôle inopiné visant à mesurer différents paramètres réglementés sur ce rejet industriel.

Les résultats ont été transmis à l'inspection par le laboratoire en charge du prélèvement. Ces résultats montrent un dépassement des valeurs limites réglementaires^(*) précisées ci-dessus concernant les paramètres suivants :

- Matières en suspension (MES) : [C. moyenne] = 870 mg/l (valeur limite réglementaire : 600 mg/l) ;
- Demande chimique en oxygène (DCO) : [C. moyenne] = 2320 mg/l (valeur limite réglementaire : 2000 mg.l).

Il n'y a pas de dépassement observé sur les autres paramètres ayant fait l'objet du contrôle.

() L'arrêté ministériel du 02/02/1998 ne s'applique plus au site du fait du déclassement des rubriques à A précisé dans son dossier de porter-à-connaissance.*

L'arrêté ministériel du 05/12/2016 s'applique pour la nouvelle activité classée sous la rubrique ICPE 2445 à déclaration (D). En l'absence de convention de rejet signée ces valeurs sont retenues pour apprécier la conformité du rejet.

L'exploitant précise que des mesures ont déjà été mises en place dans le but d'atteindre des valeurs de concentration acceptables. Toutefois, au regard des résultats observés, ces mesures apparaissent à ce jour insuffisantes.

L'exploitant précise également que des travaux de pré-traitement (par filtration notamment) sont prévus en 2026 et que ceux-ci devraient permettre l'atteinte des objectifs réglementaires.

Fait avec suite (mise en demeure) : Les valeurs limites d'émission dans l'eau ne sont pas respectées pour les paramètres MES et DCO.

Observation : Il convient de noter qu'à l'issue de l'examen du porter-à-connaissance de modifications déposé par l'exploitant, ce rejet industriel devra être encadré par un arrêté préfectoral complémentaire. La convention de rejet entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau et de la STEP, dont le projet signé par l'exploitant a été présenté en séance, prescrivant des valeurs limites inférieures, pour certaines, à celles de l'arrêté ministériel du 05/12/2016 repris ci-dessus (la STEP n'étant pas en capacité de traiter ces concentrations). Il convient doré et déjà de prendre en compte ces valeurs pour le dimensionnement du pré-traitement qui sera mis en place en 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Porter-à-connaissance de modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2016, article 1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Porter-à-connaissance de modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter-à-connaissance de modification en mars 2022. Ce dossier fait l'objet d'échanges avec nos services, la dernière version transmise date de juillet 2025 (elle concerne uniquement l'extension et les modalités de stockage des produits finis sur le site).</p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté que la partie « extension de l'entrepôt de stockage » est exploitée (présence de nombreux stockages au sein de l'extension, en rack et en masse). Toutefois il apparaît qu'un certain nombre de prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 concernant les entrepôts de stockage classés sous la rubrique 1510 (D) reprises dans le dossier de PAC ne sont pas respectées le jour de l'inspection.</p> <p>Une liste non-exhaustive est reprise ci-dessous (ce point n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle approfondi le jour de l'inspection).</p> <p>Faits avec suites (mise en demeure) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la visite de réception du SDIS n'a pas été réalisée ; - la reconnaissance initiale des PEI n'a pas été réalisée ; - le site ne dispose pas d'un plan de défense incendie ; - des travaux sur l'électricité sont en cours (câble nu qui traverse l'entrepôt depuis le plafond, éclairage partiellement fonctionnel) ; - l'exploitant ne dispose pas de l'attestation de conformité des RIA ni du système d'extinction automatique incendie (la visite du CNPP étant prévue en fin d'année 2025 d'après l'exploitant) ; - les AMSMA (aires de mise en station des moyens aériens) ne sont pas matérialisées au sol, le local de charge est en travaux, le local sprinklage est en travaux, la détection incendie ne semble pas parfaitement fonctionnelle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Indisponibilité sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité du sprinklage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le système d'extinction automatique incendie (sprinklage) n'est pas complètement fonctionnel, l'exploitant précise avoir rédigé un document N100 conformément au référentiel APSAD (depuis juillet 2025). A la date de rédaction du rapport le système d'extinction automatique est de nouveau fonctionnel, l'exploitant a transmis la levée du N100 et des mesures compensatoires qu'il avait mis en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suites